



## ATELIER DE RESTITUTION DU RAPPORT NATIONAL SUR L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE AUX OSC EN RDC

### I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Chaque année, il est produit un rapport national sur un environnement favorable aux actions de la Société Civile dans le contexte d'un pays bien déterminé.

Ce rapport vise les objectifs ci-après: (1) Analyser les espaces existants et leur nature en termes de dialogue et influence politique des OSC dans leurs pays respectifs ; (2) Examiner la nature du cadre légal et institutionnel régissant le travail des OSC dans leurs pays respectifs ; (3) Examiner la nature des relations des OSC avec d'autres acteurs du développement et comment ceci influence leur travail, et (4) Evaluer les capacités des OSC de participer à l'examen d'un environnement favorable au niveau local et national.

Pour atteindre ces objectifs, le rapport se focalise sur les dimensions telles que : (1) Droits humains et libertés universellement acceptés concernant les OSC (Avec comme sous-dimensions : la reconnaissance des droits et libertés concernant les OSC, l'environnement légal et de réglementation des droits et libertés concernant les OSC et les droits de groupes spécifiques) ; (2) Influence politique (Avec comme sous-dimensions : les espaces de dialogue et influence politique et l'accès à l'information), (3) les relations bailleur - OSC.

Pour la l'environnement favorable à la Société Civile en RDC, le rapport a été réalisé entre janvier et mars 2015. Mais pour la production de ce rapport, un questionnaire a été administré au mois de décembre 2014 auprès des OSC dans trois provinces : Kinshasa, Kasai Oriental et Sud-Kivu. Ensuite, le même questionnaire a fait l'objet d'un échange croisé entre des participants venus de ces trois provinces afin de consolider les points de vues exprimés individuellement lors de la première étape de collecte des données.

D'où la nécessité de partager les résultats de ce rapport afin d'en tirer les recommandations essentielles devant faire l'objet d'un cahier des charges des OSC nationales, pour des actions de plaidoyer auprès des institutions nationales et les partenaires techniques et financiers pour un environnement favorable aux activités des OSC dans le pays.

### II. OBJECTIFS DE L'ACTIVITE :

L'atelier de restitution du rapport national sur l'environnement à la Société Civile se fixe comme objectifs :

- Susciter la prise de conscience des engagements des partenaires au développement (Etat, PTF, Secteur Privé et OSC) sur la place de la Société

- Civile dans le partenariat global conformément à la Déclaration de Paris et au New Deal de Busan ;
- Valider les perceptions récoltées auprès des acteurs de la société Civile lors de l'enquête, tel que rassemblées dans le rapport ;
  - Proposer un cahier des charges à adresser par les OSC aux partenaires au développement pour un environnement plus propice et conforme à la Déclaration de Paris et aux engagements de Busan.

### III. RESULTATS ATTENDUS

Il est attendu de cette activité, les résultats suivants :

- Un regard introspectif et partagé entre participants sur l'environnement de travail de la Société Civile,
- Un cahier de charge produit pour un plaidoyer de la Société Civile

### IV. METHODE D'EXECUTION :

Après la séance d'ouverture officielle, l'atelier va se dérouler selon les étapes suivantes :

- Présentation du rapport;
- Débat général sur le rapport ;
- Travaux en groupes sur les éléments du cahier des charges de la Société Civile ;
- Présentation en plénière des recommandations de groupes et adoption du cahier des charges.

### V. PERIODE ET LIEU D'EXECUTION :

La durée des travaux est d'une journée, répartis de la manière suivante : ½ journée consacrée aux exposés et débats et ½ journée pour les travaux en groupes et en plénière.

L'atelier se tiendra le 6 Août 2015, Africana Hôtel, à Kinshasa-Lingwala.

### VI. PARTICIPANTS

Les participants attendus à ce séminaire sont :

- **16** participants des réseaux nationaux de la Société Civile,
- **2** participants des provinciaux de la Société Civile (Kasaï Oriental et Sud-Kivu),
- **3** Délégués du Gouvernement (Primature, Ministère du Plan, Ministère de la Justice),
- **8** Représentants des partenaires techniques et financiers,
- **1** Délégué de Reality Of Aid - Nairobi,

**Soit au total : 30 participants.**